

**Point de presse de la porte-parole -
Rappel/Espagne/Catalogne/Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian,
Ministre de l'Europe et des affaires
étrangères - Environnement/Projet
d'aire marine protégée en
Antarctique de l'Est - Diplomatie
économique/Troisième édition du
mois de l'investissement en France**
(Paris, 30 octobre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du ministre et fait les déclarations suivantes :

1 - Rappel - Espagne - Catalogne - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères - 27 octobre 2017

J'observe avec inquiétude les développements de la situation en Catalogne.

La France souhaite que l'Espagne soit forte et unie. Elle n'y a qu'un seul interlocuteur qui est le gouvernement de Madrid. La constitution de l'Espagne doit être respectée.

C'est donc dans ce cadre, qui est celui de l'État de droit, que la question de la Catalogne doit être envisagée. C'est la raison pour laquelle la France ne reconnaît pas la déclaration d'indépendance que le parlement catalan vient d'adopter.

2 - Environnement - Projet d'aire marine protégée en Antarctique de l'Est

La France, l'Australie et l'Union européenne proposent l'établissement d'une aire marine protégée sur une zone maritime de plus de 900.000 km² dans l'Antarctique de l'Est sur trois secteurs, dont l'un est situé au large de la Terre Adélie. Ce régime de protection permet de préserver les écosystèmes marins et la biodiversité notamment en limitant la pêche dans certaines zones. Il renforce également les possibilités scientifiques d'évaluer l'impact du changement climatique.

Ce projet a été soutenu par la très grande majorité des États membres de la commission pour la préservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique qui s'est tenue à Hobart en Australie du 15 au 27 octobre. Néanmoins, du fait de l'opposition de deux États, il n'a pas été possible de le concrétiser.

La France, en liaison avec ses partenaires australiens et l'Union européenne, poursuivra ses efforts afin de parvenir à l'adoption de ce projet important pour la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans l'océan austral.

Pour mémoire, en 2016, la commission avait décidé de la création d'une aire marine protégée en mer de Ross. D'autres projets sont également en cours d'étude dans la mer de Weddel et dans les eaux de la péninsule Antarctique. Le projet dans l'Antarctique de l'Est viendrait compléter ce réseau d'aires maritime protégées.

3 - Diplomatie économique - Troisième édition du mois de l'investissement en France (novembre 2017)

La troisième édition du «mois de l'investissement en France» se déroulera tout au long du mois de novembre 2017. Cette opération, déclinée dans 73 pays sur l'ensemble des continents, vise à promouvoir les atouts de la France auprès des investisseurs internationaux, décideurs économiques et relais d'opinions. Lors des deux premières éditions en 2015 et 2016, plus de 5.000 acteurs économiques avaient participé aux événements organisés par les ambassades de France concernées.

Cette année, les dernières réformes, notamment au titre du droit du travail et de la fiscalité, qui contribuent à rehausser notre attractivité, seront mises en exergue. Au-delà de nos atouts bien identifiés - positionnement au coeur du marché européen, capacité à former des talents ou encore qualité des infrastructures -, c'est le potentiel de la France en matière d'innovation qui est désormais perçu comme un avantage comparatif déterminant par les investisseurs étrangers, comme le souligne le dernier baromètre de l'attractivité du cabinet EY. Pour preuve, l'investissement en capital risque n'a jamais été aussi élevé en France (plus de 2 Mds Euros en 2016 et la plus forte dynamique européenne au début de l'année 2017). Plus généralement, la France a enregistré une hausse de 16% des implantations étrangères sur son sol en 2016.

Les membres du gouvernement, notamment M. Jean-Yves Le Drian et M. Jean-Baptiste Lemoyne, participent à cette opération et se mobilisent pour aller à la rencontre des décideurs étrangers au cours des déplacements qu'ils effectuent pendant le mois de novembre./.